



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
E'mail : communistes@sitecommunistes.org

02/08/2023

Ce que révèle l'affaire Hedi



Rappel des faits, le 5 juillet, le parquet de Marseille ouvre une information judiciaire, pour le chef de violences en réunion par personne dépositaire de l'autorité publique. Cette décision qui intervient à la suite des blessures constatées sur un jeune homme de 21 ans, avaient conduit l'hospitalisation d'Hedi dans la nuit du 1er au 2 juillet. Le 18 juillet, huit fonctionnaires de police sont placés en garde à vue sur commission rogatoire d'un juge d'instruction. Finalement, ce sont quatre fonctionnaires de police qui ont été déférés et mis en examen. L'un d'entre eux a été placé en détention provisoire. Ces mises en examen la mise en détention provisoire ont provoqué une vague de colère au sein de la police française, colère soigneusement orchestrée par les syndicats de police et tout particulièrement ceux d'*Alliance* et de l'*UNSA* dont les déclarations au moment du meurtre de Nahel¹ traitant les révoltés de « nuisibles », suintaient le fascisme et qui déniaient la qualité d'Homme à ceux qu'ils désignaient pour les rejeter dans la partie des animaux qu'il faut éliminer physiquement pour sauver la société. Le syndicat SGP-FO, n'a pas été resté dans ce registre. Pour Bruno Bartocetti, responsable du syndicat Unité SGP-Police FO à Marseille, il est « insupportable » qu'un de leurs collègues soit actuellement incarcéré ajoutant : « Les conditions

¹<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/societes/2365-cette-revolte-vient-de-loin-elle-prend-racine-dans-le-systeme-d-exploitation-capitaliste>

de la mise en détention provisoire ne sont pas réunies. Nous, ce qu'on demande, c'est la mise en place d'une juridiction spéciale pour les policiers. Il n'est pas possible de faire son travail correctement dans ces conditions. Des carrières sont brisées avec ce genre d'affaires. »

Si à l'occasion du meurtre de Nahel, les dirigeants politiques avaient fait profil relativement bas, exprimant leur compassion et souhaitant que justice se fasse, ils se servent du cas Hedi pour enfoncer le clou de leur soutien aux forces de police et à leurs responsables les plus acquis à une répression dure de tous les mouvements qui mettent en cause la *dictature du capital*! Le fond du problème, c'est que les capitalistes et leurs fondés de pouvoir craignent par-dessus tout les mouvements sociaux et populaires.

Ainsi, suivant un scénario mis au point au plus haut sommet de l'État, le Directeur général de la police nationale, a-t-il apporté un soutien clair au menées factieuses en affirmant qu'un "*policier n'a pas sa place en prison*". Il a reçu le soutien du préfet de police de Paris, Laurent Nuñez.

Cette déclaration a ouvert la voie à un soutien sans faille aux policiers venant du Ministre de l'intérieur Darmanin, qui a donné toute satisfaction aux syndicats de police qu'il a reçu dans la foulée. Ce soutien est d'autant plus grave que le Ministre de l'intérieur ne peut ignorer qu'un des policiers mis en cause dans l'affaire Hedi est déjà apparu dans une information judiciaire relative au passage à tabac en 2018 d'une jeune fille, Angelina.

En cautionnant les violences policières, le pouvoir cherche à faire basculer toute la profession dans le camp de la répression et lui faire accepter sans rechigner le sale boulot lorsqu'il faudra s'attaquer frontalement et violemment aux mouvements de revendications et de révoltes populaires contre ce système d'exploitation qui appauvrit les salariés et engraisse les détenteurs du capital. C'est pourquoi, plus que jamais, la lutte politique que mène notre parti doit désigner l'adversaire de classe et son pouvoir et plus nous serons nombreux à le faire mieux se sera.